

Comment résorber les « trous noirs » de la finance mondiale : corruption, paradis fiscaux, opérations opaques ?

19 novembre 2009 / Salle Quebec / 16h45



John CHRISTENSEN
Director Tax Justice Network (UK)

Carolyn LINDSEY
Director of Member Services, Trace
International (USA)

Caio MAGRI
Public Policy Advisor, Instituto Ethos
(Brazil)



antidémocratique. Une étude estime qu'il existe deux types d'évasion fiscale qui coûtent aux sociétés 160 milliards de dollars par an, ce qui représente un flux de 800 milliards de dollars entre les pays en voie de développement.

En 1985, John CHRISTENSEN est revenu à Jersey pour déterminer comment les paradis fiscaux facilitaient la corruption. Il a eu accès aux données de 15 sociétés qui participaient à des délits d'initiés. Pour lui, des délits existent dans toutes les bourses Européennes : donations à des politiques illégales, commerce et détournement d'armes, pots de vin, marchés de monopole... A Jersey, la juridiction fait preuve de laxisme face aux entreprises aux activités illégales, et ceci a été souligné par World Street.

➤ John CHRISTENSEN

Le libéralisme qui s'est développé depuis 1979, laisse en place des failles dans le marché, comme la corruption. Les banques ont donc utilisé le marché de façon défavorable et ceci a eu des conséquences sur le fonctionnement de la société et a mené à des crises financières... John Christensen cite alors le ministre des finances d'Afrique du Sud, Pravin GORDAN : « Nous avons autorisé l'emploi de l'expression « éviter les taxes » pour être plus respectables. C'est seulement juste plus élégant que le mot évasion » car l'évasion fiscale est illégale. Or il existe une forte culture dans les entreprises pour éviter les taxes. Ce comportement est antisocial et

Une commission norvégienne a analysé les faits de la corruption et a dégagé sept conséquences néfastes des paradis fiscaux sur nos sociétés :

- Augmentation des risques sur le marché financier
- Destruction du système de taxes et de la finance publique (2 à 2,5% du PIB partiraient en moyenne dans chaque pays dans les paradis fiscaux).
- Augmentation de la distribution inégale de l'imposition
- Diminution de la création de l'emploi
- Diminution de l'efficacité de la distribution des ressources (beaucoup de temps est passé à déterminer comment éviter les impôts)

Comment résorber les « trous noirs » de la finance mondiale : corruption, paradis fiscaux, opérations opaques ?

19 novembre 2009 / Salle Quebec / 16h45

- Les crimes économiques sont plus profitables
- Diminution du respect de la démocratie et de la réglementation.

En 2009 a été créé un index sur les pays ayant la plus forte « opacité financière » parmi lesquels on trouve les Etats-Unis, le Luxembourg, la Suisse, les îles Cayman et la ville de Londres. Cela est utile dans le sens où le secret encourage la corruption. Malgré un travail important autour du processus du G20 entre les Etats-Unis, l'Union Européenne et les territoires du Commonwealth, les politiques manquent d'ambition. C'est pourquoi les marchés doivent être rendus transparents. Les recommandations sont :

- Echanger des données entre pays qui devront écrire leur propre rapport
- Renforcer radicalement la transparence des entreprises
- S'attaquer à la corruption de très haut niveau où les marchés sont très opaques et les barrières juridiques nombreuses
- Créer un autre cadre multilatéral pour empêcher les entreprises de déclarer leurs bénéfices dans un autre pays que le leur.

J. Christensen termine sur l'idée que les marchés manquent de transparence et fait appel au G20 pour lutter contre les paradis fiscaux.

➤ Carolyn LINDSEY

Cette juriste recherche des solutions et aide les entreprises à lutter contre la corruption dans le monde entier. Elle fait partie d'une association, Trace International, composée :

- de multinationales qui aident au respect des antis pots de vin
- de distributeurs qui luttent également contre cela en travaillant de façon plus transparente.

D'après elle, la corruption est présente dans tous les pays et principalement dans les pays pauvres où les ressources naturelles sont importantes. Elle représente 5% du PIB mondial avec par exemple les Etats-Unis qui payent un milliard de milliard de dollars de pots de vin chaque année. Elle est un des obstacles au développement social et économique des pays et c'est pour cela qu'il faut convaincre les entreprises de travailler de manière différente.

L'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) a mis en place des sanctions comme par exemple un an d'emprisonnement pour un investissement qui avait été fait dans un projet où la corruption été présente. Aujourd'hui le fait de savoir qu'il y a de la corruption quelque part et de ne pas la dénoncer est punissable ; on se concentre ainsi de plus en plus sur la responsabilité de chaque individu face à la corruption.

Comment résorber les « trous noirs » de la finance mondiale : corruption, paradis fiscaux, opérations opaques ?

19 novembre 2009 / Salle Quebec / 16h45

Aux USA lorsqu'un pot de vin apparaît dans un contrat, celui-ci perd toute sa valeur légale.

Pour chaque témoin de corruption, de versements de pots de vin, il existe un site en ligne permettant de les signaler. Cela est anonyme et permet de réaliser un répertoire des entreprises illégales que toute entreprise pourra consulter avant de travailler avec une autre.

➤ Caio MAGRI

Caio Magri a travaillé au Brésil pour des entreprises privées, le gouvernement et des sociétés civiles. Aujourd'hui il est conseillé à l'institut ETHOS qui compte 1350 entreprises associées. Il s'intéresse aux manières de combattre la corruption.

Selon Caio Magri, deux éléments sont nécessaires :

- la volonté du gouvernement
- des outils raffinés

Il faut que les politiques soient disposés à construire une nouvelle économie, à repenser les choses. En effet, pour lui la crise financière n'est pas finie, les modèles doivent être changés. Il prône ainsi l'économie verte c'est-à-dire une économie indépendante du pétrole, qui dégagerait peu de CO₂, qui lutterait contre la pauvreté et qui serait responsable d'un point de vue de la corruption. Ceci impliquerait des contrôles sociaux, des indices de corruption bas dans les entreprises, une forte transparence des sociétés...

L'action d'ETHOS est alors de conclure un engagement avec les entreprises. Ces dernières peuvent alors développer des outils fondamentaux afin de combattre la corruption, notamment par l'introduction d'un ensemble de pratiques. Le but étant de rendre les entreprises actrices. Les engagements pris avec ETHOS sont les suivants :

- L'ensemble des lois doivent être connues et mises à la disposition du personnel de l'entreprise.
- Une déclaration concrète et objective doit être faite devant le directeur de l'entreprise. La déclaration contient par exemple la position de l'entreprise par rapport aux pots de vin, aux gains illicites.
- L'entreprise doit déclarer sa position dans les engagements politiques, puisque le financement des campagnes politiques est une pratique courante au Brésil. On évite ainsi les risques de corruption.
- Diffuser de manière publique ses informations, et rendre ses partenaires connus.
- Collaborer avec les investigations en donnant toutes les informations disponibles afin d'enrayer la corruption.

Le site www.empresalimpa.org.br essaie de mesurer la corruption. C'est un véritable outil d'analyse. Il permet également de créer un dialogue entre les entreprises.

Comment résorber les « trous noirs » de la finance mondiale : corruption, paradis fiscaux, opérations opaques ?

19 novembre 2009 / Salle Quebec / 16h45

Les grands défis actuels pour Caio Magri
sont :

- Rendre le défi brésilien mondial. Les processus sont différents mais la culture qui entraîne la corruption est la même.
- Développer des outils avec les pouvoirs publics pour aider les entreprises. Une liste des 1000 entreprises considérées comme douteuses a été créée. Ces entreprises ne peuvent pas avoir de relation avec l'Etat.

En conclusion, M. Magri pense que les outils ne sont pas suffisants pour lutter contre la corruption. Un changement des habitudes citoyennes doit s'opérer et les entreprises doivent prendre la responsabilité de leurs propres actions.